



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2023-12-00027 DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2023

portant mesures d'urgence,
pour la société EDF SA exploitant de la BAMAS à SAINT-DIZIER

La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-7, L. 171-9, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et R.512-73 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L.111-1 ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

VU l'arrêté préfectoral n°698 du 26 février 2016, portant autorisation unique d'exploiter des activités de maintenance et d'entreposage de machines et d'outillages provenant de Centres Nucléaires de Protection d'Électricité par la Société SOCODEI sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2021-07-161 du 9 juillet 2021 portant autorisation de changement d'exploitant de la BAMAS à SAINT-DIZIER ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 24 novembre 2023, suite à une visite d'inspection effectuée le 17 novembre 2023, et notamment le projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence transmis à l'exploitant en courriel, lui laissant un délai pour faire part de ses remarques au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU les remarques sur le projet d'arrêté préfectoral transmises par l'exploitant par courriel du 28 novembre 2023 et ses engagements de prendre les dispositions nécessaires pour lever les non-conformités constatées ;

CONSIDÉRANT le courriel de l'exploitant en date du 16 novembre 2023 mentionnant que du matériel contaminé avait été livré par erreur à l'extérieur du site ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection diligentée en urgence le 17 novembre 2023, l'exploitant a déclaré :

- qu'un employé a sorti une palette métallique de la zone d'entreposage « nucléaire propre » de la base sans avoir réalisé les contrôles de propreté radiologique nécessaires ;

- que cette palette s'est révélée contaminée alors qu'elle se trouvait dans une zone normalement exempte de contamination ce qui démontre que cette palette avait précédemment été sortie de la zone de maintenance, qui est une zone contaminée, sans que les contrôles adéquats n'aient été réalisés ;
- que cette palette a été utilisée pour livrer des cartons, à l'extérieur de la base ;
- que la palette contaminée a elle-même contaminé à son tour une partie des cartons qui ont été évacués du site ;
- que le portique C3 véhicule ne s'est pas déclenché en sortie de site, lors du passage de la palette mais qu'il a sonné en entrée, lors de son retour sur le site ;
- que le déclenchement du portique C3 lors du retour de la palette sur le site, n'a pas été pris en compte par les 2 salariés ni par le poste de garde, comme l'exige la procédure ;
- que deux employés n'ont pas respecté volontairement les mesures organisationnelles permettant d'éviter les risques de contamination sur le site et hors du site ;

CONSIDÉRANT qu'il est avéré que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions 2.5.2, 2.11.1.1, 2.11.1.2, 2.11.3.3, 2.11.3.4, 2.12.1.2, 2.12.1.3 de l'arrêté préfectoral du 26 février 2016 modifié ;

CONSIDÉRANT que l'installation exploitée relève de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement qui précise qu'elle peut « [...] *présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages* [...] » ;

CONSIDÉRANT que des substances radioactives transitent et sont présentes sur le site ;

CONSIDÉRANT que de la matière contaminée a été évacuée sans autorisation hors du site sans que les mesures techniques ou organisationnelles ne permettent d'interdire ce transfert ;

CONSIDÉRANT que quelques jours après la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que d'autres cartons que ceux mentionnés lors de son courriel du 16 novembre 2023 avaient été évacués du site également sans l'autorisation requise ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de ce constat l'exploitant, aurait constaté un vol de marchandise par les 2 salariés dès le 17 novembre après-midi et aurait porté plainte auprès du commissariat police le 21 novembre ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a effectué de manière réactive des contrôles dans plusieurs bâtiments hors du site pour vérifier l'absence de dispersion de la contamination ;

CONSIDÉRANT que la fiabilité des matériels de contrôle en sortie de site (portails C3) pose question car ils ont déclenché en entrée et pas en sortie ;

CONSIDÉRANT qu'il est en outre avéré que du matériel contaminé a été stocké sur site hors des zones réglementées à cet effet ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation d'une installation classée est une activité réglementée et encadrée par des textes réglementaires stricts et précis, que l'exploitant a obligation de respecter dans le cadre de son activité ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation d'une installation classée en application des textes réglementaires concourt à la sécurité des populations et de l'environnement et qu'il importe que cette activité soit exercée dans le respect de la réglementation qui l'encadre ;

CONSIDÉRANT que l'organisation mise en œuvre au sein de l'établissement ne permet pas de garantir le respect des procédures internes, mettant potentiellement en péril la sécurité de leurs utilisateurs et celle d'autres tiers, et pouvant porter atteinte à l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures organisationnelles et/ou techniques sont défaillantes et ne permettent pas d'une part sur le site de détecter de la contamination et d'autre part d'empêcher des matières contaminées d'être évacuées du site ;

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas démontré, eu égard aux non-conformités détectées que d'autres matières contaminées n'ont pas été évacuées hors du site sans l'autorisation requise ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence d'une organisation adéquate le fonctionnement de l'installation est susceptible de présenter des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'article L.171-8 du code de l'environnement qui stipule notamment « *l.- Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement* » ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Mise en demeure

L'installation est mise en demeure de respecter sous 1 mois les prescriptions 2.5.2, 2.11.1.1, 2.11.1.2, 2.11.3.3, 2.11.3.4, 2.12.1.2, 2.12.1.3 de l'arrêté préfectoral du 26 février 2016 modifié.

Article 2 : Mesures d'urgence

Sous 5 jours, l'exploitant transmet au préfet un rapport d'événement précisant notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Sous 10 jours, l'exploitant transmet :

- un état des lieux des stocks et des équipements manquants et qui pourraient être contaminés en application de l'article 2.9.1.1 de l'arrêt sus cité ;
- un plan d'actions qui vise à vérifier, par sondage, que d'autres matières non contaminées n'ont pas été évacuées hors de la filière nucléaire. L'exploitant justifie de la pertinence et de la suffisance les contrôles à réaliser. Ce plan d'actions de contrôle est engagé dans les meilleurs délais. Un bilan hebdomadaire est transmis à l'inspection des installations classées et à l'ARS ;
- une justification de la pertinence de l'utilisation et de l'efficacité des capteurs C3 eu égard au fait qu'ils ont déclenché en entrée et pas en sortie et le cas échéant une solution permettant d'assurer un contrôle fiable de l'absence de contamination des matériels sortant ;

Sous 1 mois, l'exploitant transmet un plan d'actions visant à fiabiliser son organisation et former les employés présents sur le site. Un échéancier de mise en œuvre est joint à cet envoi.

Dans l'attente d'un retour à la conformité de ses installations, l'exploitant met en place un contrôle supplémentaire réalisé par un tiers indépendant de la BAMAS, permettant de s'assurer de la conformité de toutes les évacuations des matériels hors du site.

Article 3 : Non-respect des prescriptions réglementaires édictées par le présent arrêté

En l'absence de respect des prescriptions réglementaires sus-mentionnées, des sanctions administratives pouvant s'échelonner jusqu'à la suspension des activités du site pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant.

Article 4 : Droits des tiers, délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Cette décision peut être déférée à la juridiction administrative, à savoir le Tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du site exploité ;

2. Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du site exploité ;


3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au Maire de la commune de Saint-Dizier.

La Préfète,



Régine PAM